

## FACE À L'AMPLEUR DU SCANDALE

## Bouteflika contraint de s'exprimer

**L'ampleur des scandales qui ébranlent l'entreprise publique Sonatrach et le grand intérêt médiatique que suscitent les enquêtes ouvertes en Italie et au Canada ont contraint le président Bouteflika à une expression publique.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Tardive, en plus d'avoir découlé d'une contrainte, sa réaction est enrobée dans un message circonstancié adressé, hier, au secrétaire général de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd.

Peu loquace, depuis des lustres, alors qu'une somme d'actualités l'y invitait, crises malienne, tunisienne et syrienne, entre autres, Bouteflika ne pouvait, à l'évidence, se figer plus longtemps sans le silence face aux révélations en cascade sur une immersion corruption à la Sonatrach.

Il ne pouvait se murer davantage, tant est que les mis en cause dans ces grosses affaires de pots-de-vin et d'octroi de marchés en contrepartie de commissions qui se chiffrent à plusieurs millions d'euros se recrutent

dans son cercle proche : Farid Bedjaoui, le neveu de l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui et Chakib Khelil, l'ancien ministre de l'Energie et des Mines.

«Je ne peux pas passer sous silence les scandales récemment relevés par la presse et qui touchent la gestion de Sonatrach», a écrit Bouteflika dans son message, soulignant que ces informations «soulèvent notre révolte et notre réprobation, mais je fais confiance à la justice de notre pays pour tirer au clair l'écheveau de ces informations, pour situer les responsabilités et appliquer avec rigueur et fermeté les sanctions prévues par notre législation».

Quelle lecture faire d'une telle déclaration ? En affirmant qu'il ne peut pas passer sous silence les scandales, le président



Photo : Samir Sid

Bouteflika veut signifier que la corruption à la Sonatrach n'implique pas nécessairement l'ensemble du clan qu'il a adoubé, comme d'aucuns auraient tendance à le supposer. Dit autrement, il délivre un démenti antici-

pé à toute assertion qui, éventuellement, conclurait à une responsabilité institutionnelle dans cette corruption qui a gangrené le poumon économique national, voire d'autres entreprises. Plus prosaïquement, il laisse com-

prendre que, dans l'affaire, il n'entend pas s'ériger en protecteur de ses anciens protégés, Chakib Khelil et le neveu de Bedjaoui, auxquels s'intéressent des parquets étrangers.

Devant se déterminer par rapport à une élection présidentielle qui interviendra d'ici une année, le président Bouteflika est assurément gêné par ces scandales en chaîne, qui mettent en cause des personnes ayant fait partie de son cercle intime.

Sa contrariété est d'ailleurs apparente. Aussi se dit-il révolté par les informations livrées par notamment la presse étrangère, italienne et canadienne principalement.

Des informations qui, plus que les classements d'organisations de lutte contre la corruption, écorcent l'image du pays.

Ses trois mandats successifs ne sont pas en reste, tant est que ces affaires révélées renvoient à la période s'étalant entre 2000 et 2010, c'est-à-dire pendant son règne.

S. A. I.

## 42 ANS APRÈS SA NATIONALISATION

## Le secteur des hydrocarbures en déficit de gouvernance économique

**Nationalisé le 24 février 1971, le secteur des hydrocarbures pâtit, quarante-deux ans après, d'un déficit en matière de bonne gouvernance économique.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le 24 février 1971, l'Algérie a décidé de manière souveraine la nationalisation de 51% des intérêts des compagnies pétrolières concessionnaires dans les gisements algériens, 100% des intérêts liés aux gisements gaziers ainsi que ceux détenus par les sociétés de transport d'hydrocarbures.

Annoncée par l'historique «Quarrarna...» prononcé par le défunt président Houari Boumediène, cette décision a donné lieu à une transformation radicale, à la consolidation de la compagnie nationale Sonatrach dans son rôle fondamental en matière de valorisation globale des ressources d'hydrocarbures

du pays. Mais aussi, elle a permis à des cadres, techniciens et ingénieurs et autres compétences algériennes, de relever le défi de la gestion de l'industrie pétrolière, en prenant le contrôle des installations énergétiques désertées par les techniciens étrangers, en donnant le meilleur d'eux-mêmes et en réussissant ce challenge.

Et à ces cadres, ingénieurs et foreurs, le cabinet de consulting stratégique Emergy, qui a organisé hier à l'hôtel Sheraton – Club-des-Pins, la dixième édition du Forum d'Alger, a tenu à rendre un hommage appuyé en décernant des trophées (des Derricks en or), notamment à titre posthume. L'occasion égale-

ment de retracer l'évolution du secteur national des hydrocarbures depuis cette date historique, au-delà des expériences individuelles ou des fluctuations d'ordre interne ou externe qui ont influé sur la politique énergétique du pays. Or, quarante-deux ans après cette décision, le secteur national des hydrocarbures pâtit d'un déficit avéré en matière de bonne gouvernance économique.

Et c'est ce que les propos recueillis en marge du Forum auprès d'anciens cadres dirigeants du secteur ont clairement mis en relief.

Ainsi, l'ancien président-directeur général de Sonatrach et spécialiste de l'amont, Nazim Zouiouèche, estime que la mobilisation dans le secteur était plus intense lors des premières décades de la restauration de la souveraineté nationale qu'actuellement.

«On travaillait mieux avant que maintenant. Les gens étaient plus engagés», relève cet ancien cadre dirigeant qui observe que même durant «la décennie noire» (les années 1990), l'Algérie était à la pointe en matière de valorisation (production notamment) des hydrocarbures. «On travaillait beaucoup», dira-t-il, mettant en avant la vocation essentiellement pétrolière du pays.

Adoptant certes un ton réservé, Nazim Zouiouèche déplore cependant l'existence de déficits patents en matière de management, de formation et de développement des sociétés de ser-



Photo : DF

**L'Algérie était à la pointe en matière de valorisation des hydrocarbures.**

vices pétroliers, outre des insuffisances en matière de politique commerciale, concernant notamment l'optimisation des coûts et la fixation des prix.

Persuadé que Sonatrach a joué son rôle dans le développement économique du pays, l'ancien responsable de la compagnie nationale estime, cependant, que le contexte actuel, marqué tant par des réussites que par des échecs et au-delà de la problématique de la corruption, pâtit cependant d'un «problème de gouvernance économique».

Une assertion à laquelle l'ancien ministre de l'Energie et des Mines et consultant international, Nordine Aït Laoussine, était tacitement favorable, en relevant que le problème de la bonne uti-

lisation des ressources et une situation de sous-développement chronique perdure.

«Nous ne sommes pas encore sortis du sous-développement», relève-t-il, insistant par ailleurs sur la nécessité de «la démocratie réelle» et d'un «Etat» appelé à jouer son rôle, au-delà de l'impératif de développer l'industrie de services notamment.

Notons lors des interventions, qu'une douzaine de litiges commerciaux opposant Sonatrach et les sociétés pétrolières étrangères, essentiellement françaises, dont les actifs ont été nationalisés, ont été réglés durant l'année 1971, dans la limite des 100 millions de dollars imposés par Houari Boumediène pour toute indemnisation.

C. B.

### ABDELMADJID ATTAR À PROPOS DES AFFAIRES DE CORRUPTION : «Le climat est malsain»

Le climat est «malsain», estime l'ancien président-directeur général de Sonatrach et ex-ministre des Ressources en eau, Abdelmadjid Attar, à propos des affaires de corruption impliquant des cadres de Sonatrach.

Estimant qu'il est normal de médiatiser et de traiter des affaires de malversations que des individus commettent, l'ancien patron de Sonatrach observe cependant que l'implication continue de la compagnie nationale risque d'impacter sur l'engagement des cadres du secteur, de brider les initiatives.

Or, la corruption était une pratique inconnue durant les premières décades de l'indépendance, affirmera pour sa part l'ancien ministre de l'Energie, Nordine Aït Laoussine, relevant la prévalence alors de l'esprit nationaliste et de la vigilance.

C. B.